

#visapourlaflandre

Béatrice Delvaux Editorialiste en chef et Corentin Di Prima

Mais c'est le monde à l'envers...

Ca, c'est vraiment la meilleure, c'est un francophone qui lance le débat sur une septième réforme de l'Etat ! » Cette éminence libérale francophone ne cache pas son sentiment : cette idée est ridicule, inutile et stupide. La sortie du constitutionnaliste francophone Hugues Dumont, dans *Le Soir* ce lundi, en a d'ailleurs fait avaler plus d'un de travers. Et pas seulement francophones.

Que propose le professeur de Saint-Louis, soudain dénoncé comme un allié objectif de la N-VA, alors qu'il s'est illustré ces dernières années par ses mises en garde contre les poussées séparatistes ? Le professeur n'est pas seul « dans le coup », puisque c'est dans un article publié dans *Le journal des tribunaux*, et signé par le CIRC (Centre interdisciplinaire de recherches en droit constitutionnel) de Saint-Louis à Bruxelles, qu'il livre des conclusions élaborées par un groupe de chercheurs placés sous sa direction et celle de Mathias El Berhoumi et Isabelle Hachez. En 200 pages, ils se livrent à une analyse critique qu'ils veulent « précise et rigoureuse » de la sixième réforme de l'Etat qui a redessiné l'espace francophone formé par la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

La sixième réforme de l'Etat ou l'art de ne pas choisir ? : le titre à lui seul est clair sur la conclusion des experts. La réforme comprend, selon eux, une série de

« non-choix » qui requièrent des clarifications. D'où leur recommandation : « Il faut une septième réforme de l'Etat à laquelle nous pouvons nous atteler dès à présent entre francophones, en dialogue avec les Flamands, pourquoi pas au sein du Sénat. » Et de plaider pour « un état fédéral reposant clairement sur quatre régions : flamande,

bruxelloise, wallonne et germanophone » tout en maintenant les Communautés vouées « uniquement » à la culture et l'enseignement.

« Progressons sans crainte et

« Il faut faire attention à ne pas créer des attentes irréalistes » DAVE SINARDET VUB

sans tremblement » ? Ce n'est pas l'avis émis depuis la Flandre par le politologue de la VUB Dave Sinardet. « Il est clair que sur certains points, la 6^e réforme de l'Etat n'est pas très satisfaisante. Et donc on a tendance à dire qu'une 7^e réforme de l'Etat pourrait arranger les choses. Mais il faut faire attention à ne pas créer des attentes irréalistes. Il y a un cercle vicieux en Belgique dans la manière dont on réfléchit aux réformes de l'Etat : on constate que les choses sont trop complexes, qu'il y a eu des non-choix comme l'a dit Hugues Dumont, que ce n'est pas assez transparent, que la division des compétences n'est pas assez lisible, etc. Et alors on dit : la solution, c'est une nouvelle réforme de l'Etat. On plonge alors le pays

dans un nouveau cycle d'instabilité, le dossier institutionnel occupe toute la place pendant des années et pendant ce temps-là on ne s'occupe pas du socio-économique. »

Pour Dave Sinardet, « les vrais problèmes de la Belgique sont ailleurs » : « Il s'agit d'une question de priorités : il y a aussi beaucoup d'autres domaines où la Belgique a des problèmes, beaucoup d'autres réformes à mener. Par exemple, le vieillissement de la population, auquel on commence à peine à s'atteler avec la réforme des pensions. Il y a aussi la réforme budgétaire, des problèmes de pauvreté, etc. Or, entre 2007 et 2011, on s'est occupé de problèmes institutionnels certes probablement pas sans im-

portance - même si on peut se poser la question pour BHV - mais on a perdu au moins quatre ans, on ne s'est pas vraiment occupé de notre budget, on n'a pas commencé la réforme des pensions, on n'a pas fait beaucoup de réformes socio-économiques. On a donc pris du retard dans ces domaines. Parce que l'un exclut en grande partie l'autre. »

Aura-t-on le choix ? La N-VA qui pourrait être aussi, si pas plus, puissante en 2019 que lors de ces dernières élections, devrait logiquement ressortir l'institutionnel du frigo. Aujourd'hui d'ailleurs, si elle se tient à une ligne d'abstention au gouvernement fédéral, ses soldats les plus agressifs se déchaînent sur le Sénat et sa présidente Christine

Defraigne qu'ils n'ont de cesse de voir prendre le chemin de la poubelle de l'histoire belge. Idem lorsque Bart De Wever s'attaque au commerce extérieur et à son incarnation fédérale. Mais Dave Sinardet, comme notre éminence libérale du début de ce texte, n'est pas persuadé que le passage par la case « réforme de l'Etat » soit une fatalité : « En 2014, la N-VA a réussi à avoir un message brouillé sur la question. Cela va certes être compliqué de tenir à nouveau un discours comme celui-là. Mais si le gouvernement fédéral tient jusqu'en 2019 et que tous les partis qui le composent son assez satisfaits du bilan, il sera difficile d'envisager de ne pas continuer et de mettre sur la table une réforme institutionnelle. Parce que ce serait ramener le PS. Et que la N-VA a bâti un discours anti-socialiste. Cela dit, ne pas ramener le communautaire d'ici 5 ans, c'est aussi difficile à faire avaler à l'arrière-ban de la N-VA. Mais 2019, c'est loin... »

Les deux professeurs se retrouvent *in fine* sur deux points : primo, la Belgique doit continuer à avancer vers un modèle basé sur les Régions et moins sur les Communautés, et secundo, c'est toujours très bien quand les intellectuels réfléchissent et font des propositions. On est quand même curieux de savoir si le silence politique francophone qui a accueilli la sortie des universitaires de Saint-Louis traduit la curiosité ou surtout l'envie d'enterrer l'idée au plus vite. ■